

DÉMOCRATIE,
GOUVERNANCE ET IDÉE
PANAFRICAINE:
Où va l'Afrique?

**En hommage au regretté Tajudeen Abdul Raheem
– Panafricaniste avant tout**



Commission économique pour l'Afrique



Commission économique pour l'Afrique

Rapport du Colloque de haut niveau sur le thème:

Démocratie, gouvernance et idée panafricaine: où va l'Afrique?

En hommage au regretté Tajudeen Abdul Raheem – Panafricaniste avant tout

Centre de Conférence des Nations Unies
Addis-Abeba (Éthiopie)

24 mai 2012

Organisé par la
Division de la gouvernance et de l'administration publique (GPAD-UNECA)

Table des matières

Introduction	1
Discussion et principaux points soulevés	16
Mesures recommandées	18
Cérémonie de clôture	20

Introduction

Le Colloque de haut niveau sur le thème « *Démocratie, gouvernance et idée panafricaine: où va l'Afrique ?* » a été organisé par la Division de la gouvernance et de l'administration publique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans le cadre de son projet de gouvernance. Il avait pour but de sensibiliser, de renforcer les connaissances et de donner des orientations générales en matière de gouvernance en Afrique. Ce colloque de haut niveau qui a suscité de nombreux débats et discussions a été organisé en hommage au célèbre militant civil du panafricanisme - Tajudeen Abdul Raheem, décédé trois ans auparavant, le 25 mai 2009, alors qu'il se battait activement pour le continent et pour les Nations Unies. Tajudeen a travaillé sans relâche au service du continent et a joué un rôle de premier plan, au sein de la société civile, dans la formation de l'Union africaine. Le colloque s'est tenu le 24 mai 2012 au Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie).

Le panafricanisme est né du désir ardent de restaurer la dignité et l'intégrité de la race noire au plan mondial et de promouvoir des sociétés égalitaires, favorisant l'intégration sociale et démocratiques à travers le monde. Si ce mouvement a vu le jour en Europe et aux Amériques, c'est dans le contexte africain qu'il a véritablement pris toute sa dimension et sa signification, constituant le socle de la lutte pour l'indépendance politique, des luttes postcoloniales pour le progrès économique, la démocratie, la bonne gouvernance et le développement, et de l'initiative actuelle pour l'unification et l'intégration du continent à travers le débat sur le Gouvernement continental à l'échelle de l'Union (CUG) et les États-Unis d'Afrique.

La CEA ayant pour mandat de mener des recherches sur la politique, de générer des connaissances et de réaliser des travaux d'analyse et de promotion des politiques pour favoriser l'intégration et le développement de l'Afrique, elle a organisé le Colloque sur le thème « *Démocratie, gouvernance et idée panafricaine: où va l'Afrique ?* ». Afin de promouvoir la démocratie et les valeurs démocratiques en Afrique, la CEA, entre autres programmes et activités, se charge de la publication du *Rapport sur la gouvernance en Afrique*; après les deux premières éditions, la troisième a pour thème: *Élections et gestion de la diversité en Afrique*. Le Colloque a pour but de compléter l'initiative du *Rapport sur la gouvernance en Afrique*. La table ronde entend refléter le chemin parcouru sur le continent pour promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique conformément aux idées panafricaines et aux idéaux des années 50 et 60 préconisés sur le continent et dans la diaspora.

Les discussions durant le Colloque de haut niveau ont été menées par huit panafricanistes de renom, ayant les qualifications et l'expérience nécessaires sur le plan pratique et stratégique et dans le domaine du panafricanisme, de la démocratie et de la gouvernance en Afrique. Intellectuels et engagés, ils ont en outre joué un rôle de premier plan pour faire progresser le programme pour le

développement de l'Afrique. Les membres du panel ont abordé différents aspects du thème traité et les participants ont ensuite été invités à prendre part à la discussion.

Les thèmes abordés étaient très divers: hommage rendu à Tajudeen Abdul Raheem; panafricanisme, liberté et démocratie: idées, rêves et attentes; réflexions sur le projet panafricain: a-t-on progressé ?; facteurs externes dans le projet démocratique africain; leadership, démocratie et idée panafricaine; partis politiques, démocratie et idée panafricaine; société civile et programme démocratique en Afrique; les médias et le panafricanisme; et instruments régionaux africains et perspectives en matière de démocratie en Afrique.

Le Président du Colloque de haut niveau, M. Abdalla Hamdok, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique, après avoir remercié l'ensemble des invités et des participants pour avoir rendu possible cette table ronde, a évoqué les activités innombrables accomplies par Tajudeen Abdul Raheem, notamment son travail au sein de Justice Africa et le rôle qu'il avait joué en faveur du programme de l'Union africaine. À ces fonctions s'ajoutaient celles de Secrétaire général du Mouvement panafricain, Président du Centre pour la démocratie et le développement et du programme panafricain pour l'éducation au développement et le plaidoyer. M. Hamdok a souligné que Tajudeen s'était battu pour que l'éradication de la pauvreté en Afrique soit inscrite dans la campagne des Nations Unies pour la réalisation des objectifs du Millénaire. En fait, rares étaient les initiatives panafricaines organisées sans la présence, le soutien, l'humour et la vision politique qui lui étaient propres. Qui plus est, en dépit de toutes ces activités, il trouvait le temps d'écrire toutes les semaines ses « Cartes postales panafricaines » qui étaient publiées régulièrement dans plusieurs journaux. M. Hamdok, soulignant que la disparition de Tajudeen laissait un vide énorme dans la vie de chacun d'entre nous, a déclaré que pour que sa vie ait un sens, les participants devaient suivre le conseil avec lequel il signait ses courriers électroniques: « Ne vous tourmentez pas, organisez-vous ».

Hôte principal et invité d'honneur, M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a souhaité la bienvenue à tous les participants au colloque de haut niveau. M. Janneh a expliqué que la réunion avait un double objectif. Tout d'abord, tenir un débat sur la démocratie, la gouvernance et l'idée panafricaine, mené par un groupe d'experts de renom et avec la participation active de tous les invités. En deuxième lieu, rendre hommage au regretté Tajudeen Abdul Raheem. D'après M. Janneh, le thème de cette réunion était d'autant plus d'actualité que l'Afrique toute entière vantait les progrès accomplis dans les domaines de la démocratie et de la gouvernance. Le continent africain se flattait d'avoir mis en place le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) dont 31 pays étaient alors signataires et des examens par pays avaient lieu à travers le continent. Qui plus est, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, 2007, avait été créée, laquelle devrait faire progresser l'Afrique sur la voie de la pratique démocratique.



*De gauche à droite :
M. Horace G. Campbell,
M. Said Adejumbi et
M. Abdalla Hamdok.*

M. Janneh a expliqué que le colloque abordait la réalité sur le terrain et la mise en œuvre concrète de ces initiatives. Les invités, très bien informés, seraient en mesure de faire mieux comprendre aux participants les réalités sur le terrain. La CEA contribuait pour beaucoup à la mise en œuvre du MAEP; cela étant, il était nécessaire de renforcer le dialogue et l'engagement envers le processus du MAEP. L'amélioration de la gouvernance et des perspectives économiques en Afrique, d'après M. Janneh, étaient indissociables. Par conséquent, les aspirations africaines à devenir un pôle de croissance ne pourraient être réalisées qu'à la faveur d'un engagement sans relâche envers une meilleure gouvernance. En outre, l'intégration régionale devait être vue comme faisant partie intégrante de l'idée panafricaine. Le Secrétaire exécutif a conclu en remerciant tous les participants d'assister à la réunion et leur a souhaité un agréable séjour à Addis-Abeba.

M. Said Adejumbi, Administrateur en charge de la Division de l'administration publique, a souhaité la bienvenue à tous les participants. Après avoir présenté le cadre dans lequel s'inscrivaient la série de tables rondes de la Division de la gouvernance et de l'administration publique et le colloque, il a fait observer que la participation en matière d'élaboration des politiques du GPAD empruntait deux voies différentes: les réunions d'experts classiques d'un côté et un cadre informel favorisant le dialogue sur des sujets d'actualité dans le domaine de la gouvernance de l'autre. M. Adejumbi a expliqué que souvent les participants ne se sentaient pas à l'aise dans les réunions formelles d'experts et qu'un mécanisme de participation où les gens pouvaient dire librement ce qu'ils pensaient était nécessaire. M. Adejumbi a ensuite expliqué les règles de base de la participation au colloque; que la table ronde se déroulerait selon la règle de Chatham House: à savoir que les opinions exprimées étaient personnelles et ne seraient pas attribuées à une quelconque organisation. Les vues exprimées par les participants ne seraient pas enregistrées et l'anonymat des participants serait protégé. Et ce pour

garantir des débats/discussions libres et sincères où les participants pouvaient dire ouvertement ce qu'ils pensaient. M. Adejumobi a informé les participants que la réunion avait pour but de produire un document d'orientation qui rende compte des discussions et des principaux enjeux qui auront été exposés. Dans ses remarques finales, M. Adejumobi a déclaré à propos de Tajudeen Abdul Raheem qu'il y avait certaines choses que l'on ne savait peut-être pas à son sujet, notamment son engagement envers la libération des femmes sur le continent, et que les citations suivantes étaient de lui: « Aucune femme ne doit mourir en donnant la vie », « La journée de la femme, c'est tous les jours ». Il a insisté sur le fait que se réunir pour lui rendre hommage était la moindre des choses que l'on puisse faire pour lui. Il a réaffirmé la grande idée de Tajudeen « Toujours avancer, ne jamais reculer », qui incitait les Africains à poursuivre le rêve d'une Afrique bien gouvernée.

Experts présents et thèmes abordés

- (1) **M. Thomas Deve**, militant panafricain et représentant du Mouvement panafricain mondial pour l'Afrique australe: « *Hommage rendu à Tajudeen Abdul Raheem* ».
- (2) **M. Horace G. Campbell**, professeur de sciences politiques à l'Université de Syracuse: « *Panafricanisme, liberté et démocratie: idées, rêves et attentes* ».
- (3) **M. Napoleon Abdullahi**, PNUD Libéria: « *Réflexions sur le projet panafricain: a-t-on progressé ?* »
- (4) **Mme Patricia Daley**, Université d'Oxford: « *Facteurs extérieurs dans le projet démocratique de l'Afrique* ».
- (5) **M. Thomas Deve**, militant panafricain et représentant du Mouvement panafricain mondial pour l'Afrique australe: « *Leadership, démocratie et idée panafricaine* ».
- (6) **M. Khabele Matlosa**, PNUD Éthiopie: « *Partis politiques, démocratie et idée panafricaine* »
- (7) **M. Hussaini Abdu**, Directeur d'Action Aid pour le Nigéria: « *Société civile et programme démocratique en Afrique* ».
- (8) **Mme Uduak Amimo**, journaliste: « *Les médias et le panafricanisme* ».
- (9) **M. Brian Kagoro**, PNUD Afrique du Sud: « *Instruments régionaux de l'Afrique et perspectives de démocratie en Afrique* ».

Tous les experts et participants sont intervenus à titre individuel.

M. Thomas Deve, militant panafricain et représentant du Mouvement panafricain mondial pour l'Afrique australe: « *Hommage rendu à Tajudeen Abdul Raheem* »

M. Deve a présenté aux participants un photoblog sur Tajudeen Abdul Raheem et les faits marquants de sa vie. Il a fait les observations suivantes:

- (a) Tajudeen, l'un des panafricains les plus fervents de sa génération, est mort à Nairobi, le jour de la commémoration de la libération de l'Afrique, le 25 mai 2009, alors qu'il se rendait à Kigali (Rwanda). Depuis sa mort, plus de 200 hommages ont été affichés sur différents sites Web faisant état de son engagement envers le panafricanisme, l'Unité africaine et la justice sociale. Âgé d'à peine 48 ans, Tajudeen a laissé de toute évidence un souvenir indélébile à tous ceux qui l'ont rencontré, lisent ses cartes postales hebdomadaires ou ont entendu parler de lui.
- (b) Tajudeen, lauréat d'une bourse Rhodes, a passé trois années au St. Peter's College à Oxford, durant lesquelles il a rédigé sa thèse de doctorat en sciences politiques. Tajudeen a participé à un nombre considérable d'initiatives africaines et anti-impérialistes dont le Mouvement panafricain, All African Anti-Imperialist Youth Front, Movement for Awareness and Advancement, Anti-Apartheid Movement, Save the Sharpeville Six Campaign et plusieurs revues dont Africa Research and Information Bureau.
- (c) En 1992, Tajudeen a été nommé secrétaire général du secrétariat chargé d'organiser le septième Congrès panafricain à Kampala (Ouganda). À une époque où de nombreux Africains quittaient le continent, Tajudeen est rentré en Ouganda. Le congrès qui avait



pour thème « *Afrique: faire face à l'avenir dans l'unité, le progrès social et la démocratie* » a été éclipsé par le génocide qui se déroulait au Rwanda.

- (d) Tajudeen était convaincu qu'il fallait agir au quotidien pour faire avancer le panafricanisme. Tajudeen qui dénonçait l'exploitation ne manquait jamais, quand il rencontrait des gens riches, de leur demander de financer la révolution. L'orateur a conclu son intervention en posant la question suivante: si Tajudeen écrivait une carte postale du paradis, à quoi ressemblerait-elle ? Tajudeen, selon lui, préconiserait de « Toujours avancer, ne jamais reculer ».

M. Horace G. Campbell, Professeur de sciences politiques, Université de Syracuse: « Panafricanisme, liberté et démocratie: idées, rêves et attentes »

Axée sur les idées, les rêves et les attentes que suscitait le panafricanisme, l'intervention du professeur Campbell a porté sur les idées panafricaines du passé et de l'avenir dont la liberté et la démocratie en Afrique. Il a fait les observations suivantes:

- (a) La révolution égyptienne répondait à une quête de dignité. La dignité au XXI^e siècle était différente de l'idée de dignité à l'époque de l'esclavage, des droits civils, etc. En tant que thème central du panafricanisme, l'enjeu avait toujours consisté à faire sortir les idées panafricaines du cadre des conférences et des conseils d'administration afin que la rue et les citoyens s'en emparent.
- (b) Le panafricanisme, multiforme par nature, incluait des thèmes tels que le changement des conditions matérielles et le changement de la conscience. Cela dit, le problème pour les panafricanistes aujourd'hui était de redéfinir et de reconstruire les idéaux de base qui étaient le fondement du mouvement.
- (c) La démocratie dans le mouvement panafricaniste devait être une démocratie qui réponde à l'ambition africaine d'être des êtres humains à part entière. Les institutions démocratiques en Afrique devaient tenir compte de l'évolution des conditions matérielles des citoyens. Le droit d'être respecté, des libertés telles que le droit à la liberté de parole, le droit de vivre dans un environnement propre et le développement devaient être garantis. C'est pour cette raison que la démocratie devait aller au-delà du modèle libéral occidental qui promouvait le droit de vote.
- (d) Le véritable enjeu démocratique en Afrique aujourd'hui était le droit à l'eau. La démocratie environnementale était essentielle à tout avenir. Le concept de « *Démocratie de la Terre* », tiré d'un livre de Vandana Shiva, se fondait sur l'idée même du droit de vivre au XXI^e siècle.
- (e) L'idée de démocratie devait tenir compte des avancées technologiques et scientifiques. L'orateur s'était penché sur les implications de la vie synthétique et les décisions prises



Prof. Horace G.
Campbell

au sujet de savoir qui détenait le contrôle sur la vie. Au milieu de tout cela devait perdurer une certaine idée de notre relation avec le monde naturel et des relations entre les êtres humains.

- (f) Sur le rôle central des femmes dans le mouvement panafricain – le fait que c'étaient elles, la substance du mouvement.
- (g) Le panafricanisme aujourd'hui requérait un « bond en avant ». La liberté des entreprises ne devait pas supplanter la liberté des individus, et le défi que posait le changement climatique exigeait un changement du système.
- (h) Le fait que l'avenir de l'économie mondiale se situe en Afrique était aujourd'hui reconnu à l'échelle mondiale. Il s'agissait désormais de savoir comment utiliser ces vastes ressources écologiques pour renforcer encore l'unité. L'intégration de l'Afrique devait se fonder sur l'intégration d'importants réseaux de distribution d'eau. Le panafricanisme devait s'employer à renforcer les capacités des Africains et des Africaines pour les générations à venir, pas seulement pour les cinq ou dix prochaines années.

M. Napoleon Abdullahi, PNUD Libéria: « *Réflexions sur le projet panafricain: a-t-on progressé ?* »

M. Abdullahi, exposant les racines historiques du mouvement panafricain, a montré comment Tajudeen s'inscrivait dans une longue tradition d'activistes panafricains. Il a abordé les questions suivantes:



- (a) L'orateur a évoqué certaines des personnalités qui avaient eu une influence profonde sur la vie de Tajudeen, et les enseignements tirés de leur lutte. L'un de ces enseignements était que n'importe où sur le continent, on trouverait toujours quelqu'un qui œuvre pour défendre la lutte du peuple africain. Tajudeen avait ainsi dit « Une lutte, plusieurs fronts », signifiant que l'on pouvait faire avancer la lutte africaine à de nombreux niveaux. L'unité du Continent constituait le ciment de cette lutte.
- (b) Après avoir exposé en détail les origines du mouvement panafricain, et les congrès panafricains successifs, il a fait ressortir l'importance de la cinquième conférence, tenue à Manchester (Angleterre) en 1945, qui avait été la première à soulever la question de savoir comment les pays africains pouvaient obtenir l'indépendance politique.
- (c) L'orateur a évoqué le rôle joué par certains dirigeants africains et penseurs qui avaient exercé une influence sur la vie de Tajudeen, notamment W.E.B. DuBois, Kwame Nkrumah, Frantz Fanon, Amilcar Cabral, et Julius Nyerere dans le mouvement panafricain.
- (d) Il a expliqué l'importance de se pencher sur l'histoire et qu'il importait de ne pas oublier le rôle de la solidarité internationale. Il a souligné en particulier l'importance du septième Congrès panafricain qui avait su mettre en mouvement l'idée panafricaine.
- (e) M. Abdullahi a insisté sur l'engagement de Tajudeen envers la lutte panafricaine, et a relaté comment il s'est engagé et s'est affirmé dans la lutte et le rôle qu'il y a joué. Il a fait observer que l'histoire et la postérité réserveront une place de choix à Tajudeen lorsqu'on retracera l'histoire du panafricanisme.

Mme Patricia Daley, Université d'Oxford: « Les facteurs extérieurs dans le projet démocratique en Afrique »

Mme Daley a expliqué, dans son exposé, le rôle que jouaient les acteurs extérieurs s'agissant du projet démocratique africain. Se penchant sur les notions de démocratie, de manque de ressources et d'économie mondiale, ainsi que sur la militarisation et ses conséquences pour l'Afrique, elle a abordé les points suivants:

- (a) L'émancipation des esprits ne viendrait jamais de l'extérieur. Tajudeen disait toujours de ne jamais attendre que quiconque vienne vous sauver. Tajudeen n'avait pas peur non plus d'utiliser le terme « impérialisme », le cas échéant. L'impérialisme avait trait à l'expansion du capital à l'échelle mondiale et, comme il ne cessait de mettre en garde, pouvait prendre n'importe quelle forme;
- (b) Les travaux scientifiques s'intéressaient beaucoup aujourd'hui à l'économie et à la géopolitique racialisées, alors que les panafricanistes s'y intéressaient depuis que le mouvement était né. L'approche beaucoup plus sexospécifique constituait toutefois une nouvelle dimension. Dans une nouvelle économie mondiale, les travailleurs dominants sont aujourd'hui les femmes;
- (c) L'Afrique, considérée comme négligeable par les acteurs extérieurs, était jugée d'une importance secondaire pour l'économie mondiale. Cette perception avait changé avec l'attentat du 11 septembre et la crise financière de 2008.
- (d) Un type spécifique de démocratie avait toujours été préconisé de l'extérieur. L'oratrice a expliqué les raisons du glissement linguistique qui faisait que, dans les années 90, le



Mme. Patricia Daley

mot « démocratie » avait cédé la place à « bonne gouvernance ». Parallèlement s'était développé « l'ONG-isme », mais encore fallait-il savoir dans quelle mesure cette évolution représentait la démocratie.

- (e) La remise en question de la notion d'État fort, comme c'était le cas en Occident, et l'ampleur de mesures prises pour protéger les grandes entreprises. Était-ce le type d'État souhaité pour l'Afrique ?
- (f) L'influence croissante des Chinois sur l'ensemble du continent africain. Les Chinois avaient été accusés par l'Occident de mettre en péril la bonne gouvernance, mais ce discours ne faisait que traduire, de l'avis de l'oratrice, l'incapacité de l'Occident à soutenir la concurrence.
- (g) S'agissant des implications des biotechnologies, une marchandisation de la vie humaine était peut-être à craindre.
- (h) Quant aux implications de la crise du capital en Occident, historiquement, l'Occident s'était efforcé de régler le problème par le biais de la militarisation. Par conséquent, il convenait d'être vigilant et critique à l'égard de toute intervention militaire menée sous couvert d'action humanitaire.

M. Thomas Deve, militant panafricain et représentant du Mouvement panafricain mondial pour l'Afrique australe: « Leadership, démocratie et idée panafricaine »

M. Deve a fait les observations suivantes:

- (a) Les jeunes devaient être attachés aux idées politiques et les exprimer pour devenir les leaders d'aujourd'hui et non de demain. Bien que les jeunes ne soient pas dans une situation de pouvoir, ils avaient bel et bien le savoir. La conscience noire était un aspect important du panafricanisme. À cet égard, Tajudeen disait souvent qu'il fallait rêver l'avenir démocratique que l'on voulait et s'employer activement à y parvenir.
- (b) Les trois grands facteurs qui influaient sur le leadership et la démocratie en Afrique étaient, dans l'ordre: social, politique et mondial. S'agissant du facteur social, il était essentiel d'examiner les droits de l'homme fondamentaux et les garanties et protections contre la pauvreté et l'exploitation. Le facteur politique répondait au besoin de comprendre comment fonctionnaient les systèmes politiques et comment les programmes étaient mis en œuvre. À cet égard, l'idée panafricaine était en partie le résultat de la nécessité de comprendre comment les ressources et les opportunités étaient réparties. Le facteur mondial tenait au fait que les Africains avaient, de nos jours, des identités multiples. Du reste, la manière différente dont les Africains s'habillaient et s'exprimaient ne devait pas diviser mais plutôt fédérer les individus pour faire avancer le panafricanisme. Au lieu



M. Thomas Deve

de lutter contre la globalisation croissante du monde, il fallait apprendre et comprendre comment ce système affectait l'Afrique.

- (c) Un mode colonial de système de gouvernement perdurait étant donné que les gouvernements africains étaient composés d'individus appartenant à l'élite. Même si la démocratie libérale émanait de l'Ouest, l'Afrique était en voie de démocratisation. La lutte devait être popularisée. Il fallait que les gens sortent de chez eux et s'organisent au lieu de se tourmenter. Tous s'évertuaient à être des intellectuels publics.

M. Khabele Matlosa, PNUD Éthiopie: « *Partis politiques, démocratie et idée panafricaine* »

M. Matlosa a fait les observations suivantes:

- (a) Les systèmes politiques multipartites étaient désormais solidement établis en Afrique. Depuis la réintroduction de la démocratie pluraliste à la fin des années 80 et au début des années 90, les partis politiques avaient joué un rôle central dans le processus de gouvernance. Si les partis étaient des agents essentiels de la démocratisation, leur efficacité dans la démocratie pluraliste dépendait des difficultés à la fois externes et internes auxquelles ils étaient confrontés.
- (b) D'une part, certains pays qui pratiquaient la démocratie électorale privilégiaient les processus électoraux en bonne et due forme. D'autre part, certains pays qui pratiquaient la



M. Khabele Matlosa

démocratie électorale donnaient la priorité à la compétition et à la participation dont la protection et la promotion des droits politiques et des libertés civiles, pendant et entre les élections. Une démocratie sociale était nécessaire en Afrique, associant la démocratie libérale et la promotion et la protection des droits socio-économiques. L'Afrique devait concevoir et tendre vers une forme africaine de démocratie qui présente des éléments distinctifs de la démocratie sociale et qui soit adaptée à la situation de diversité propre au continent. À n'en pas douter, la démocratie devait assurer l'unité au sein de la diversité.

- (c) Le système politique en Afrique avait connu plusieurs phases, à savoir l'adoption de systèmes politiques pluripartites (années 60), des régimes unipartites, monocratiques ou militaires (milieu des années 60 et début des années 70), et la réintroduction des systèmes politiques pluripartites (fin des années 80 et début des années 90). On dénombrait également quatre types de systèmes de partis, dans l'ordre: État à parti unique, système bipartite, système de parti dominant et système pluraliste. Un système de parti dominant régnait dans nombre de pays africains au détriment des trois autres systèmes. Les défis que devait relever la démocratie en Afrique étaient l'exercice des responsabilités à la tête des partis, la clarté idéologique et la tenue d'élections libres et régulières. Les partis politiques en Afrique excluaient souvent ou marginalisaient les segments les plus importants de la société, à savoir les femmes (plus de 50 %) et les jeunes (environ 60 %).
- (d) S'agissant du rôle des partis politiques comme moteur de l'idée panafricaine, aux trois niveaux d'intégration (national, infranational et international), les principales forces sociales au sein des sociétés africaines, y compris les partis politiques, avaient toutes un

rôle de premier plan à jouer. Les partis politiques devaient être les champions de l'intégration aux trois niveaux susmentionnés.

M. Hussaini Abdu, Action Aid, Nigéria: « *Société civile et projet démocratique en Afrique* »

M. Abdu a abordé les points suivants dans son exposé:

- (a) La société civile avait joué différents rôles dans l'histoire politique africaine, notamment à partir des luttes anticoloniales et pour la libération et jusqu'au récent renouveau démocratique des deuxième et troisième vagues de démocratisation. Le discours sur le projet démocratique en Afrique était en partie le fruit de diverses luttes historiques menées sur le continent. Ce projet avait été détourné dans les années 80 par l'élite et la classe dirigeante lorsque de nombreux pays étaient passés d'un régime militaire à un système multipartite. Cette même élite était toujours au pouvoir dans un grand nombre de pays.
- (b) L'adoption de structures démocratiques et leur concrétisation sur le terrain étaient deux choses bien différentes. Ces structures démocratiques se pliaient aux intérêts de la classe dirigeante. La démocratie était vue comme une possibilité de voter et non comme un système de valeurs et de manières de vivre. La démocratie, à n'en pas douter, était considérée comme une fin en soi par certains gouvernements africains.



- (c) Les démocraties africaines devaient surmonter de nombreuses lacunes: faiblesse des partis politiques, dominance du système à parti unique, corruption, politiques ethniques et taux élevés de pauvreté. Malgré des taux de croissance économique encourageants, la pauvreté demeurait généralisée sur le continent, particulièrement dans les zones rurales.
- (d) Les Africains devaient s'organiser et transformer leur société de manière autonome et non dépendre de l'aide apportée par des ONG étrangères. L'espace réservé à la société civile dans nombre de pays africains se réduisait en raison de l'adoption de lois interdisant les activités d'organisations étrangères et communautaires. La société civile était souvent vue de manière dépolitisée, comme en témoignait la tendance observée notamment en Éthiopie, au Zimbabwe, en Ouganda, au Rwanda et en Zambie, ce qui pesait sur la manière dont les gouvernements évaluaient le rôle de la société civile en matière de gouvernance. En effet, la démocratie était un processus politisé et en l'absence d'une société civile organisée et politisée, l'impact serait nul.
- (e) De nouvelles voies d'organisation étaient aujourd'hui utilisées par les jeunes. Il était essentiel de canaliser la colère de la jeunesse en Afrique, ce qui pouvait être une source d'avantages mais aussi de risques pour le projet démocratique.

Mme Uduak Amimo, journaliste: « Les médias et le panafricanisme »

Mme Amimo a fait les observations suivantes:

- (a) Les médias avaient soutenu le pouvoir colonial et la tendance s'était poursuivie durant la période postcoloniale. Durant la période coloniale, Londres et Paris étaient les points de référence, mais aujourd'hui, les nouvelles étaient dominées par les médias occidentaux.
- (b) En conséquence, les médias n'avaient pas fait preuve d'impartialité dans certains pays africains, notamment ceux en proie à des conflits comme en témoignaient le génocide rwandais et la crise qui avait suivi les élections au Kenya.
- (c) L'Internet, par le biais des médias sociaux comme Facebook, Twitter, les téléphones portables, Youtube, etc., permettait de démocratiser la politique en Afrique. Le phénomène des citoyens journalistes prenait également de l'ampleur dans l'ensemble du continent.
- (d) Aujourd'hui, les médias en Afrique avaient deux dimensions. Les médias officiels qui transmettaient l'information du gouvernement aux citoyens, tandis que les médias sociaux transmettaient l'information des citoyens au gouvernement.
- (e) Pour autant, la propriété des médias restait un enjeu de taille en Afrique. Par conséquent, l'objectivité de l'information était le plus souvent mise en péril.



- (f) Il avait été difficile d'élaborer ou d'établir sur le continent des médias panafricains qui s'intéressent aux intérêts, aux valeurs, aux aspirations et à l'avenir de l'Afrique et non aux intérêts particuliers d'une élite, de la classe dominante ou d'agents extérieurs. La question était donc la suivante: comment l'Afrique allait-elle instituer des médias panafricains pour défendre ses intérêts et les projeter sur la scène internationale ?

M. Brian Kagoro, PNUD Afrique du Sud: « Instruments régionaux africains et perspectives de démocratie en Afrique »

M. Kagoro a formulé les observations suivantes:

- (a) L'Afrique avait réussi à succomber au système capitaliste mais sans parvenir à se démocratiser.
- (b) Au niveau institutionnel, on avait assisté à l'avènement de plusieurs politiques et chartes. Ce qui désespérait Tajudeen, c'était que cette évolution se produisait dans un désert intellectuel.
- (c) L'objectif en Afrique devrait être d'établir un État qui associe à la fois le développement et la démocratie. Or cet objectif se heurtait à deux points de friction, le premier étant une tension entre les éléments radicaux et libéraux, et deuxièmement, comment un tel État orienté vers le développement devait-il émerger et pouvait-il être démocratique ?
- (d) L'orateur a décrit en détail les différents instruments régionaux africains, notamment la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance de 2007, la Charte



M. Brian Kagoro

africaine sur les valeurs et principes du service public et de l'administration, le M2ca-nisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), le Nouveau Partenariat pour le déve-loppement de l'Afrique (NEPAD), etc.

- (e) L'orientation du secteur public était cruciale. Rien ne se passait dans un pays sans un secteur public efficace. L'Union africaine était dotée d'une Charte du secteur public, et si nul ne contestait ses principes de base, personne ou presque ne l'appliquait. De nouveaux cadres n'étaient pas nécessaires – ce dont on avait besoin aujourd'hui, c'était une mise en application.
- (f) Les capacités et les compétences de l'État africain concernant les questions de res-sources financières et humaines étaient décisives. De nos jours, a fait observer l'orateur, le panafricanisme était menacé par le crime transnational, les flux financiers illicites, la migration, les personnes déplacées dans leur propre pays, problèmes qui demandaient une réglementation accrue et devraient être examinés plus sérieusement par les com-munautés économiques régionales et l'Union africaine.
- (g) La reconnaissance de la philanthropie africaine et la mobilisation des ressources natio-nales étaient des aspects importants dont le projet panafricain devait s'emparer.

Discussion et principaux points soulevés

Une fois les présentations terminées, la parole a été donnée aux participants. Les principaux points discutés ont été les suivants:

- (1) **La démocratie libérale en Afrique:** La perspective d'une démocratie de type africain qui s'accommodait de la diversité a été préconisée par la table ronde. Selon un participant, certains principes universels étaient valables pour toutes les sociétés mais certains aspects de la démocratie libérale, fondée sur l'expansion capitaliste, n'étaient peut-être pas adaptés au contexte africain. À cet égard, il convenait d'interroger l'histoire et le contenu de la démocratie en Afrique.
- (2) **« Divisions artificielles » et intégration régionale:** Les dirigeants politiques en Afrique semblaient ne manifester qu'un intérêt de pure forme à l'intégration, alors que des « divisions artificielles » telles que l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, l'Afrique anglophone, francophone et lusophone continuaient à diviser les êtres humains. En dépit des frontières et des barrières artificielles du système étatique, les Africains nouaient activement des relations entre eux par le biais d'échanges informels. Il fallait éliminer les barrières officielles pour permettre la libre circulation des hommes et des femmes en Afrique.
- (3) **Rôle de la jeunesse:** La table ronde a souligné le fait que l'espace politique des jeunes en tant qu'acteur politique diminuait en Afrique. L'importance de la création de débouchés pour les jeunes a aussi été mise en évidence.
- (4) **Le problème de leadership en Afrique:** En Afrique, la plupart des dirigeants n'étaient pas redevables de leurs actes envers leurs électeurs et cherchaient leur légitimité à l'extérieur. La discussion a porté sur le problème du leadership en Afrique. On pouvait difficilement demander aux dirigeants d'être tenus pour responsables alors que les citoyens ne l'étaient pas eux-mêmes. Il a été noté que personne ne se serait souvenu de Tajudeen s'il n'avait pas vécu en accord avec ses idéaux.
- (5) **L'avenir du mouvement panafricain:** Il fut un temps où le principal lien qui unissait le peuple africain était la lutte pour la décolonisation. Aujourd'hui, le continent devait faire face à de nombreux défis. Toutefois, les participants ont été d'accord pour dire que ce qui pouvait servir désormais de point de ralliement pour les Africains était l'environnement, car ce domaine était au cœur de presque tous les aspects de la vie en Afrique.
- (6) **Mondialisation et identités africaines:** Si la démocratie libérale était vue comme un idéal occidental, et si les identités africaines ne cessaient d'évoluer à l'heure de la mondialisation, quelles étaient les implications pour le projet démocratique en Afrique ? On a fait valoir que si les Africains connaissaient leur histoire, la mondialisation ne changerait pas leurs principes de base.
- (7) **Contexte dans lequel s'inscrit la transformation sociale:** C'était précisément en raison du recul de l'idée et des idéaux de transformation sociale que le panafricanisme était si important aujourd'hui. Il fallait trouver le moyen de relier la lutte pour la transformation au panafricanisme.
- (8) **Le rôle des technologies de l'information et de la communication:** Le rôle des TIC dans le processus de démocratisation des pays africains a également été souligné, notam-

*Photo de groupe
du colloque de
haut niveau sur le
thème: «*Démocratie,
gouvernance et l'idée
panafricaine: où va
l'Afrique?*»*

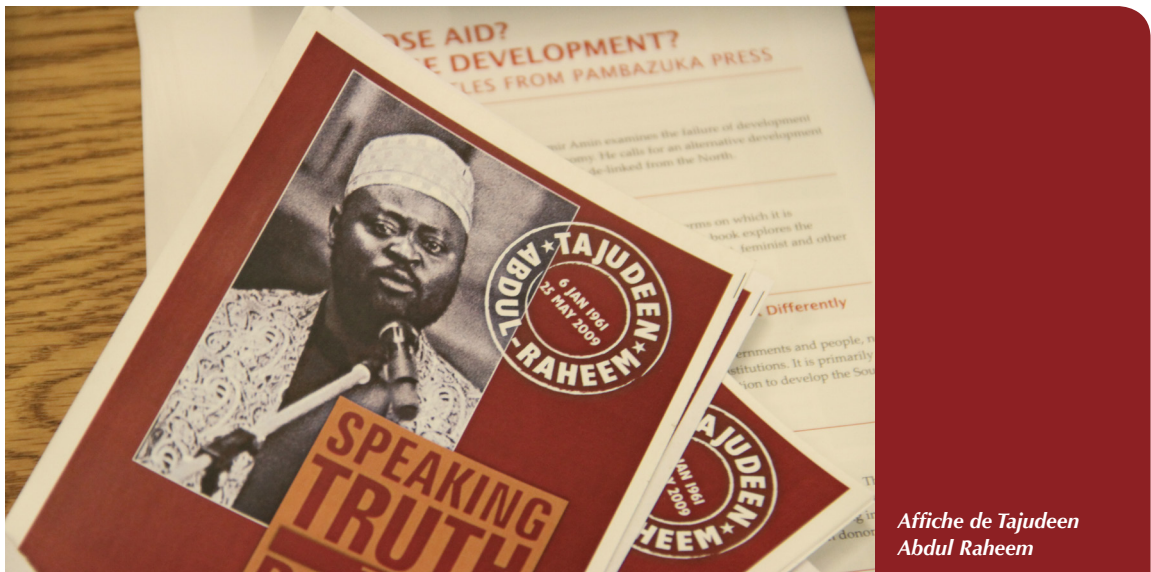


ment par rapport au récent « printemps arabe ». Ces technologies avaient contribué à révolutionner le jeu politique dans les pays d'Afrique du Nord même si elles comportaient des défis. L'Afrique devrait voir le rôle des technologies de l'information se renforcer dans le processus de démocratisation.

Mesures recommandées

À l'issue des discussions fructueuses tenues durant le colloque, les recommandations de politiques à suivre ci-après ont été formulées:

- (1) **Utiliser les modèles locaux dans le projet démocratique:** La démocratie libérale, modèle fondé sur l'expansion capitaliste et privilégiant l'homogénéité, n'était peut-être pas appropriée au contexte africain. Il fallait étudier de près les modèles africains qui laissaient place à la diversité.
- (2) **Ressources et unification:** S'employer à réaliser l'intégration régionale en se fondant sur les vastes ressources naturelles du continent et, en particulier, sur ses ressources en eau.
- (3) **Mettre en place des institutions crédibles:** Il était important de mettre en place des institutions crédibles qui favorisent l'intégration régionale au niveau du continent et qui assurent des élections libres, régulières et crédibles au niveau national. À cet égard, il était impératif de tenir de vigoureux débats sur les institutions panafricaines, s'appuyant notamment sur l'esprit démocratique, et sur les valeurs partagées comme l'indiquait la Commission de l'Union africaine. Il était également important de s'inspirer de



Affiche de Tajudeen Abdul Raheem

l'exemple donné par la plus grande démocratie au monde, l'Inde, pour mettre en place des institutions qui favorisent la démocratie.

- (4) **Suivi des politiques recommandées dans les rapports de pays du MAEP:** De véritables discussions devraient avoir lieu au niveau du Forum des chefs d'État et de gouvernement du MAEP. En outre, des mécanismes de suivi devraient être établis pour l'application des politiques issues de l'examen par pays.
- (5) **Jeunesse africaine:** Les jeunes en Afrique constituaient une part importante de la société et devaient être intégrés dans les processus politiques et de démocratisation. Qui plus est, la jeunesse africaine et la société civile devaient jouer un rôle dans l'intégration du continent. Les efforts déployés par la Division de la gouvernance et de l'administration publique de la CEA et l'IDEA pour organiser une Conférence internationale sur la jeunesse et la démocratisation en Afrique ont été accueillis très favorablement comme un pas dans la bonne direction.
- (6) **Rôle des médias:** Les médias devaient jouer un rôle plus constructif, proactif et panafricain dans la lutte pour la démocratie, et la liberté politique en Afrique. Il fallait s'attacher à établir une organisation de presse panafricaine qui serve de porte-parole pour le continent et assure sa reconnaissance sur la scène internationale.
- (7) **Autonomisation économique:** La formation intérieure de capital et l'autonomisation économique ont été jugées essentielles à la promotion du panafricanisme. La liberté économique était la condition sine qua non pour réaliser la démocratie politique.

Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été présidée par M. Said Adejumobi, Directeur de la Division de la gouvernance et de l'administration publique de la CEA. Il a remercié les invités qui, malgré un agenda chargé, avaient trouvé le temps de participer au colloque. Il a également remercié les participants et le personnel de la Division qui avaient assisté au colloque. Il a conclu en faisant observer que Tajudeen Abdul Raheem était une idée, et que les idées ne mouraient pas. Tajudeen Abdul Raheem continuait à vivre !